ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 18 février 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant, en ce qui concerne les absences pour cause de maladie ou d'infirmité, l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, portant statut du personnel ouvrier temporaire", a donné le 12 mars 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 18e februari 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging wat de afwezigheden wegens ziekte of gebrekkigheid betreft, van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel", heeft de 12e maart 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à adapter au nouvel état de la législation relative au salaire hebdomadaire garanti applicable aux ouvriers liés par contrat de travail, l'article 15 de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire.

Tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1961, ledit article dispose : "En cas d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité, l'ouvrier conserve, pour chaque période d'incapacité de travail, son droit à la rémunération dans la mesure et aux conditions fixées par l'article 15 de la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti ou les dispositions modifiant cet article". L'article ajoute : "toutefois, l'ouvrier conserve le droit à sa rémunération normale pour les trois premiers jours d'absence".

Au lieu d'une prorogation et d'une modification des dispositions de la loi du 20 juillet 1960, est survenue une loi nouvelle : la loi du 10 décembre 1962. Cette loi a, par son article 17, introduit dans la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, un article 29 nouveau qui détermine dans quelle mesure et à quelles conditions l'ouvrier conserve le droit à son salaire normal pendant une période de sept jours, en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident autre qu'un accident de travail.

Il est exact que la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail ne s'applique pas aux ouvriers occupés par l'Etat lorsque ces ouvriers ont été placés sous le régime d'un statut de droit public. C'est ce que déclare explicitement l'alinéa 3 inséré par l'article 1er de la loi du 10 décembre 1962 dans l'article 1er de cette loi du 10 mars 1900.

.../...

Mais, si les ouvriers temporaires de l'Etat régis par l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 sont soumis à un statut de droit public, les dispositions sur le salaire hebdomadaire garanti relatives aux ouvriers engagés par contrat de travail leur sont cependant applicables de plein droit en vertu du renvoi fait à ces dispositions par l'article 15 de l'arrêté précité. Cet article 15 porte de manière explicite que les ouvriers temporaires de l'Etat bénéficieront non seulement de l'article 15 de la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti, mais aussi des "dispositions modifiant cet article". Parmi ces dispositions, il faut certainement comprendre l'article 17 de la loi du 10 décembre 1962. Cet article a établi de nouvelles dispositions concernant le salaire hebdomadaire garanti : le fait que ces dispositions n'ont pas été insérées dans l'article 15 de la loi du 20 juillet 1960 mais qu'elles ont été introduites dans la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, n'empêche en aucune manière qu'elles constituent une modification implicite de l'article 15 précité.

Il résulte de ce qui précède que dès l'entrée en vigueur de l'article 17 de la loi du 10 décembre 1962, l'article 29 inséré par cette disposition dans la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail était de plein droit applicable aux ouvriers temporaires de l'Etat en vertu du renvoi fait par l'article 15 de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948. La seule portée juridique de la première phrase du texte nouveau établi par le projet pour l'alinéa 2 dudit article 15 est de mettre de manière expresse cette disposition en concordance avec les dispositions actuellement en vigueur sur le salaire hebdomadaire garanti. Dès lors, le considérant du préambule devrait être modifié en vue d'indiquer de manière exacte l'objet du projet.

.../...

Par ailleurs, le Gouvernement estime qu'en raison des nouvelles dispositions établies par la loi du 10 décembre 1962 en matière de salaire hebdomadaire garanti, il y a seulement lieu de maintenir, pour les trois premiers jours d'absence, un régime propre aux ouvriers temporaires de l'Etat, dans le cas où les intéressés ne remplissent pas la condition d'ancienneté imposée par l'article 29 nouveau introduit par la loi du 10 décembre 1962 dans la loi du 10 mars 1900. Dans ce cas, le projet accorde à l'ouvrier 80 p.c. de sa rémunération normale.

\+

\+ \+

Dans l'intitulé de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, l'article "le" a été omis devant le mot "statut". Cette observation vaut pour l'intitulé du projet, pour l'alinéa 2 du préambule et pour l'article 1er.

A l'alinéa 2 du préambule, il suffit de faire mention de l'arrêté royal du 8 novembre 1961 puisque ce dernier arrêté a remplacé l'article 15 de l'arrêté du 10 avril 1948 en son entier.

Le texte nouveau introduit par l'article 1er du projet est divisé en deux alinéas dans la version française, alors que la version néerlandaise ne comprend qu'un alinéa. Cette dernière présentation paraît préférable.

\+

\+ \+

.../...

En conséquence des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose les textes ci-après :

Les alinéas 2 et 3 du préambule du projet pourraient être remplacés par le texte suivant :

"Vu l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire, notamment l'article 15 modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1961;

Considérant qu'il y a lieu de mettre de manière expresse l'article 15 précité en concordance avec les nouvelles dispositions établies, pour les ouvriers engagés par contrat de travail, par la loi du 10 décembre 1962 en matière de salaire hebdomadaire garanti;

Considérant qu'en raison de ces dispositions nouvelles, il convient de ne maintenir pour les trois premiers jours d'absence un régime propre aux ouvriers temporaires de l'Etat que dans le cas où ils ne remplissent pas la condition d'ancienneté imposée par l'article 29 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, modifié par ladite loi du 10 décembre 1962;".

L'article 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

L'article 15, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1961, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"En cas d'absence pour cause de maladie ou d'infirmité, l'ouvrier conserve, pour chaque période d'incapacité de travail, son droit à la rémunération dans la mesure et aux conditions fixées par l'article 29 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, modifié par la loi du 10 décembre 1962. L'ouvrier qui ne satisfait pas à la condition d'ancienneté imposée par cet article 29 conserve, toutefois, le droit à 80 p.c. de sa rémunération normale pour les trois premiers jours d'absence".

Het ontwerp bedoelt artikel 15 van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel aan te passen aan de nieuwe stand van de wetgeving betreffende het gewaarborgd weekloon, die van toepassing is op de werklieden onder arbeidsovereenkomst.

Zoals het door het koninklijk besluit van 8 november 1961 gewijzigd is, bepaalt dat artikel : "In geval van afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid behoudt de werkman voor iedere periode van arbeidsongeschiktheid zijn recht op bezoldiging in de mate en onder de voorwaarden vastgesteld in artikel 15 van de wet van 20 juli 1960 tot invoering van het gewaarborgd weekloon of in de bepalingen die genoemd artikel wijzigen". Het artikel vervolgt : "De werkman behoudt echter gedurende de eerste drie dagen afwezigheid het recht op zijn normale bezoldiging".

In plaats van een verlenging en een wijziging van de bepalingen van de wet van 20 juli 1960, is een nieuwe wet gekomen : de wet van 10 december 1962. Artikel 17 van die wet heeft in de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst een nieuw artikel 29 ingevoegd, dat zegt in welke mate en onder welke voorwaarden de werkman het recht op zijn normaal loon gedurende een periode van zeven dagen behoudt, in geval van arbeidsongeschiktheid ten gevolge van ziekte of ongeval, ander dan van een arbeidsongeval.

Het is juist dat de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst niet van toepassing is op de werklieden

.../...

van de Staat, wanneer zij onder publiekrechtelijk statuut staan. Dat is uitdrukkelijk gezegd in het derde lid, dat door artikel 1 van de wet van 10 december 1962 in artikel 1 van die wet van 10 maart 1900 is ingevoegd.

Maar, al zijn de tijdelijke werklieden van de Staat die onder het besluit van de Regent van 10 april 1948 vallen, aan een publiekrechtelijk statuut onderworpen, de bepalingen over het gewaarborgd weekloon betreffende de bij arbeidsovereenkomst aangeworven werklieden zijn toch van rechtswege op hen van toepassing krachtens de verwijzing naar die bepalingen in artikel 15 van het hiervorengenoemde besluit. Dat artikel 15 zegt uitdrukkelijk dat de tijdelijke werklieden van de Staat niet alleen in aanmerking komen voor toepassing van artikel 15 van de wet van 20 juli 1960 tot invoering van het gewaarborgd weekloon, maar ook voor "de bepalingen die genoemd artikel wijzigen". Tot die bepalingen moet stellig artikel 17 van de wet van 10 december 1962 worden gerekend. Dat artikel heeft nieuwe bepalingen inzake gewaarborgd weekloon vastgesteld : het feit dat die bepalingen niet zijn ingevoegd in artikel 15 van de wet van 20 juli 1960, maar wel in de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst, neemt geenszins weg dat zij het meergenoemde artikel 15 stilzwijgend hebben gewijzigd.

Hieruit volgt, dat van bij de inwerkingtreding van artikel 17 van de wet van 10 december 1962, het door die bepaling in de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst ingevoegde artikel 29 van rechtswege op de tijdelijke werklieden van de Staat toepassing vond krachtens

.../...

de verwijzing in artikel 15 van het besluit van de Regent van 10 april 1948. De eerste volzin van de nieuwe ontwerp-tekst voor het tweede lid van dat artikel 15 heeft geen andere juridische strekking dan die bepaling uitdrukkelijk in overeenstemming te brengen met de thans geldende bepalingen betreffende het gewaarborgd weekloon. In de aanhef zou de considerans dan ook moeten worden gewijzigd om het doel van het ontwerp juist aan te geven.

Anderzijds meent de Regering dat, nu de wet van 10 december 1962 nieuwe bepalingen inzake gewaarborgd weekloon heeft vastgesteld, een speciale regeling voor tijdelijke werklieden van de Staat, inzake de eerste drie dagen afwezigheid, alleen moet worden behouden in het geval dat de betrokkenen niet voldoen aan de anciënniteitseis van het nieuwe artikel 29, dat door de wet van 10 december 1962 in de wet van 10 maart 1900 is ingevoegd. In dat geval kent het ontwerp aan de werkman 80 t.h. van zijn normaal loon toe.

\+

\+ \+

In het Franse opschrift van het besluit van de Regent van 10 april 1948 is het lidwoord "le" weggelaten vóór het woord "statut". Deze opmerking geldt voor het opschrift van het ontwerp, voor het tweede lid van de aanhef en voor artikel 1.

In het tweede lid van de aanhef kan worden volstaan met de vermelding van het koninklijk besluit van 8 november 1961, want dat besluit heeft artikel 15 van het besluit van 10 april 1948 in zijn geheel vervangen.

.../...

De nieuwe tekst welke artikel 1 van het ontwerp invoegt, heeft in de Nederlandse versie slechts één alinea in de Franse twee; de eerste versie lijkt te verkiezen.

\+

\+ \+

Met inachtneming van deze opmerkingen, stelt de Raad van State de volgende teksten voor :

Het tweede en het derde lid van de aanhef zouden door de volgende tekst kunnen worden vervangen :

"Gelet op het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, inzonderheid op artikel 15 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1961;

Overwegende dat genoemd artikel 15 uitdrukkelijk in overeenstemming moet worden gebracht met de nieuwe bepalingen die de wet van 10 december 1962 voor de bij arbeidsovereenkomst aangeworven werklieden heeft ingevoerd inzake gewaarborgd weekloon;

Overwegende dat die nieuwe bepalingen het nodig maken, dat inzake de eerste drie dagen afwezigheid een eigen regeling voor de tijdelijke werklieden van de Staat alleen wordt behouden in het geval dat zij niet voldoen aan de anciënniteitseis van artikel 29 van de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst, gewijzigd bij genoemde wet van 10 december 1962;".

.../...

Artikel 1 zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 1.-

Artikel 15, tweede lid, van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"In geval van afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid behoudt de werkman voor iedere periode van arbeidsongeschiktheid zijn recht op bezoldiging in de mate en onder de voorwaarden vastgesteld in artikel 29 van de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst, gewijzigd bij de wet van 10 december 1962. De werkman die niet voldoet aan de in dat artikel 29 gestelde anciënniteitseis behoudt echter gedurende de eerste drie dagen afwezigheid het recht op 80 t.h. van zijn normale bezoldiging".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.